NewB
Société coopérative européenne à responsabilité limitée
Rue Botanique 75
1210 Saint-Josse-ten-Noode
RPM Bruxelles 0836.324.003
TVA BE 836.324.003

RAPPORT SPÉCIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 20 AOÛT 2019

1. Introduction

Conformément à l'article 413 du Code des Sociétés, le Conseil d'administration de NewB, société coopérative européenne, dont le siège social est établi à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Rue Botanique, 75, inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises (RPM Bruxelles) sous le numéro 0836.324.003 (la « Société »), a établi le présent rapport spécial relatif à la proposition de modifier l'objet de la Société.

Aux termes de l'article 413 du Code des sociétés, lorsqu'une assemblée générale extraordinaire est convoquée avec à l'ordre du jour, notamment, une proposition de modification de l'objet de la Société, l'organe d'administration doit justifier, en détail, la modification proposée dans un rapport spécial. Ce rapport n'est pas explicitement prévu pour les sociétés coopératives européennes mais est établi par analogie.

2. Justification de la modification

L'objectif des modifications est d'intégrer à l'objet de la Société les spécificités liées au statut d'établissement de crédit. Ces modifications sont soumises non seulement à l'approbation de l'Assemblée générale mais sont également soumises à la condition suspensive de l'obtention de l'agrément demandé. En conséquence, ces modifications prendraient effet à partir de l'obtention de cet agrément. En effet, la Société, se trouve actuellement dans une phase de création de la nouvelle banque, mais si l'agrément en tant qu'établissement de crédit est effectivement obtenu, la Société sera dans une phase d'exploitation concrète de cette nouvelle banque de création et d'offre de produits et services bancaires.

3. Modifications proposées

Aux termes de l'actuel article 3 des statuts de la Société :

La société a pour objet de satisfaire aux besoins et au développement des activités économiques et/ou sociales de ses membres au travers de l'activité suivante : promouvoir la création et l'exploitation d'un nouvel établissement de crédit coopératif en Belgique, pour offrir un service financier simple, sûr et durable à tous les citoyens, aux associations, aux mouvements sociaux et aux entrepreneurs.

NewB peut aussi être actif, moyennant les autorisations réglementaires nécessaires, comme :

- *Intermédiaire en assurances et ainsi exercer les activités de courtier ou d'agent ou d'intermédiaire en assurances, gérer administrativement des contrats d'assurances, pour son compte propre ou pour le compte de compagnies d'assurances belges ou étrangères, exercer des activités d'intermédiation en assurances et en réassurances, ainsi que les activités d'agent, de courtier d'entreprises d'assurances belges ou étrangères.*
- *Plateforme de crowdfunding (conformément à la Loi du 18 décembre 2016 ou même autrement),*
- *Intermédiaire en services d'investissement.*

Ainsi et à titre exemplatif, cette banque offrira un éventail de produits et services suffisants pour être la première banque du client. Elle veut être un soutien économique fort pour les intermédiaires sociaux et pour le citoyen attentif. Elle vise une part représentative du marché. La nouvelle banque sera une banque d'ici, pour nous, à nous, fondée sur les valeurs suivantes:

1. *Insertion sociale : la banque s'appuie sur l'apport de dizaines d'associations et de dizaines de milliers de coopérateurs qui ensemble sont clients et propriétaires de la banque.*
2. *Simplicité : les clients et les coopérateurs comprennent la structure et les produits de la banque.*
3. *Sécurité : les moyens financiers sont investis dans l'économie réelle. Le bénéfice n'est pas un but en soi, mais est le résultat d'une bonne gestion.*
4. *Durabilité : la banque est attentive à tout ce qui favorise une attitude et une économie sociales et durables. Des activités et des produits socialement nuisibles sont proscrits.*
5. *Transparence : toutes les activités de la banque se passent dans la plus grande transparence.*
6. *Innovation : la banque développe avec ses coopérateurs des nouveaux produits et des solutions innovantes pour une économie sociale et écologique.*
7. *Participation : la banque cherche des solutions originales pour que la participation des coopérateurs soit réelle.*
8. *Honnêteté : partage équilibré des bénéfices entre les dépôts et les coopérateurs.*
9. *Inclusion : l'objectif est un service financier universel et l'accès approprié au crédit pour tous.*
10. *Sobriété : l'environnement de la banque sera sobre et la politique de rémunération est le reflet de cette sobriété.*
11. *Diversité : beaucoup d'attention pour les différences entre les gens afin d'être véritablement une banque pour tous.*
12. *Proximité : la banque veille à être proche des personnes.*
13. *Professionalisme : un service compétent et efficace, centré sur le client.*

La société peut aussi avoir pour objet de répondre aux besoins de ses membres en favorisant, de la même manière, leur participation à des activités économiques dans une ou plusieurs sociétés coopératives européennes et/ou coopératives nationales.

La coopérative peut dans le sens le plus large, exercer toute activité susceptible de favoriser la réalisation de son objet social et participer à de telles activités de quelque manière que ce soit. Elle peut recevoir ou emprunter les fonds nécessaires à ses activités, sous réserve des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection de l'épargne publique.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toutes affaires, entreprises, associations ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe au sien, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La société coopérative ne peut toutefois prendre des parts sociales ou des participations quelconques dans des sociétés ou associations de quelque nature que ce soit ou de détenir des obligations de semblables sociétés ou associations, de détenir, d'acheter, ou de vendre pour compte propre des instruments financiers visés à l'article 2, 1^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la société coopérative peut posséder:

1° des participations dans des établissements de crédit ou des sociétés d'assurance à la double condition que chaque participation ne représente pas plus de cinq pour cent des fonds propres de la société dans laquelle la participation est détenue, d'une part, et que l'ensemble des participations dans des établissements de crédit ou des sociétés d'assurance ne dépassent pas le quart du capital social et des réserves de la société coopérative, d'autre part.

2° toutes valeurs émises par les pouvoirs publics belges et luxembourgeois ainsi que celles émises par les institutions publiques de l'Union Européenne.

3° des participations ou investissements pour lesquelles l'assemblée générale donne un accord préalable spécifique à la majorité de quatre-vingt pourcents (80%) des voix.

Le Conseil d'administration propose de modifier l'article 3 des statuts de la Société de la manière suivante (passages impactés en gras) :

1. Le premier paragraphe est remplacé par ce qui suit :

*La Société a pour objet de satisfaire aux besoins et au développement des activités économiques et/ou sociales de ses actionnaires (ci-après indifféremment dénommés « membres » ou « coopérateurs ») au travers de l'activité suivante : **créer et exploiter un nouvel établissement de crédit coopératif en Belgique, pour offrir un service financier simple, sûr et durable à tous les citoyens, aux associations, aux mouvements sociaux et aux entrepreneurs, et ce sous réserve de l'agrément afin d'obtenir la qualité d'établissement de crédit, requis par les autorités compétentes sur base des législations applicables.***

2. Il est ajouté un second paragraphe rédigé comme suit :

La Société a pour objet toutes opérations financières y compris bancaires dans le sens le plus large en Belgique et à l'étranger, permises par les législations et réglementations applicables aux établissements de crédit, et ce sous réserve de l'agrément précité afin d'obtenir la qualité d'établissement de crédit.

3. Dans l'actuel troisième paragraphe, les quatre premières phrases sont supprimées (car remplacées par le nouveau second paragraphe) et sont remplacées par ce qui suit :

La Société, dans le cadre de l'offre de ses services, et en particulier de ses services bancaires, est fondée sur les valeurs suivantes:

4. Il est ajouté un septième paragraphe rédigé comme suit :

Elle peut traiter toutes opérations mobilières ou immobilières, conclure tous contrats, ou s'intéresser de toute autre manière dans d'autres entreprises et, de manière générale, effectuer toutes opérations utiles ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

5. D'autres modifications minimales sont apportées pour des raisons de cohérence de vocabulaire et d'ajustements orthographiques, typographiques et grammaticaux.

Suite à ces modifications, l'article 3 proposé par le Conseil d'administration est rédigé comme suit :

La Société a pour objet de satisfaire aux besoins et au développement des activités économiques et/ou sociales de ses actionnaires (ci-après indifféremment dénommés « membres » ou « coopérateurs/coopératrices ») au travers de l'activité suivante : créer et exploiter un nouvel établissement de crédit coopératif en Belgique, pour offrir un service financier simple, sûr et durable à tous les citoyen-ne-s, aux associations, aux mouvements sociaux et aux entrepreneurs et entrepreneuses, et ce sous réserve de l'agrément afin d'obtenir la qualité d'établissement de crédit, requis par les autorités compétentes sur base des législations applicables.

La Société a pour objet toutes opérations financières y compris bancaires dans le sens le plus large en Belgique et à l'étranger, permises par les législations et réglementations applicables aux établissements de crédit, et ce sous réserve de l'agrément précité afin d'obtenir la qualité d'établissement de crédit.

La Société peut aussi être active, moyennant les autorisations réglementaires nécessaires, comme :

- *Intermédiaire en assurances et ainsi exercer les activités de courtier ou d'agent ou d'intermédiaire en assurances, gérer administrativement des contrats d'assurances, pour son compte propre ou pour le compte de compagnies d'assurances belges ou étrangères, exercer des activités d'intermédiation en assurances et en réassurances, ainsi que les activités d'agent, de courtier d'entreprises d'assurances belges ou étrangères.*
- *Plateforme de crowdfunding (conformément à la Loi du 18 décembre 2016 ou même autrement),*
- *Intermédiaire en services d'investissement.*

La Société, dans le cadre de l'offre de ses services, et en particulier de ses services bancaires, est fondée sur les valeurs suivantes :

1. *Insertion sociale : la banque s'appuie sur l'apport de dizaines de personnes morales et de dizaines de milliers de coopérateurs et coopératrices qui ensemble sont clients et propriétaires de la banque.*
2. *Simplicité : les client-e-s et les coopérat-eur-ric-e-s comprennent la structure et les produits de la banque.*
3. *Sécurité : les moyens financiers sont investis dans l'économie réelle. Le bénéfice n'est pas un but en soi, mais est le résultat d'une bonne gestion.*
4. *Durabilité : la banque est attentive à tout ce qui favorise une attitude et une économie sociales et durables. Des activités et des produits socialement nuisibles sont proscrits.*
5. *Transparence : toutes les activités de la banque se passent dans la plus grande transparence.*
6. *Innovation : la banque développe avec ses coopérateurs et coopératrices des nouveaux produits et des solutions innovantes pour une économie sociale et écologique.*
7. *Participation : la banque cherche des solutions originales pour que la participation des coopérateurs et coopératrices soit réelle.*
8. *Honnêteté : partage équilibré des bénéfices entre les dépôts et les coopérateurs et coopératrices.*
9. *Inclusion : l'objectif est un service financier universel et l'accès approprié au crédit pour tous.*
10. *Sobriété : l'environnement de la banque sera sobre et la politique de rémunération est le reflet de cette sobriété.*
11. *Diversité : beaucoup d'attention pour les différences entre les gens afin d'être véritablement une banque pour tous.*
12. *Proximité : la banque veille à être proche des personnes.*

13. *Professionalisme : un service compétent et efficace, centré sur le client.*

La Société a aussi pour objet de répondre aux besoins de ses membres en favorisant leur participation à des activités économiques dans une ou plusieurs sociétés coopératives européennes et/ou coopératives nationales.

La Société peut dans le sens le plus large, exercer toute activité susceptible de favoriser la réalisation de son objet et participer à de telles activités de quelque manière que ce soit. Elle peut recevoir ou emprunter les fonds nécessaires à ses activités, sous réserve des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection de l'épargne publique.

Elle peut traiter toutes opérations mobilières ou immobilières, conclure tous contrats, ou s'intéresser de toute autre manière dans d'autres entreprises et, de manière générale, effectuer toutes opérations utiles ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

La Société peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toutes affaires, entreprises, associations ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe au sien, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société ne peut toutefois prendre des parts sociales ou des participations quelconques dans des sociétés ou associations de quelque nature que ce soit, détenir des obligations de semblables sociétés ou associations, ou détenir, acheter, ou vendre pour compte propre des instruments financiers visés à l'article 2, 1^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la Société peut posséder :

1° des participations dans des établissements de crédit ou des sociétés d'assurance à la double condition que chaque participation ne représente pas plus de cinq pour cent (5%) des fonds propres de la société dans laquelle la participation est détenue, d'une part, et que l'ensemble des participations dans des établissements de crédit ou des sociétés d'assurance ne dépassent pas le quart du capital et des réserves de la Société, d'autre part.

2° toutes valeurs émises par les pouvoirs publics belges et luxembourgeois ainsi que celles émises par les institutions publiques de l'Union Européenne.

3° des participations ou investissements pour lesquels l'assemblée générale donne un accord préalable spécifique à la majorité de quatre-vingt pourcents (80%) des voix.